

Bonjour,

« Alimentons l'Europe » souhaite savoir si Europe-Décroissance soutiendra et défendra les propositions suivantes au Parlement Européen, voici nos réponses :

Axe 1 : Le foncier, enjeu prioritaire

o Créer un Fond structurel européen du foncier rural et péri urbain, pour financer l'achat de foncier agricole par les collectivités locales et permettre l'installation de paysans à la périphérie des agglomérations afin de sécuriser et d'améliorer l'approvisionnement des villes en produits alimentaires frais et sains.

Une réponse d'Europe-Décroissance :

Pour bien comprendre nos propositions, il faut préciser que nous sommes favorables à une économie de proximité, qui soit respectueuse de l'environnement, de faible empreinte écologique et peu gourmande en ressources. Cela passe par la maîtrise des usages par les usagers, et donc par la relocalisation.

Par exemple, quand l'Europe permet de manger de la banane en France métropolitaine avec un label BIO, il nous semble évident que les coûts environnementaux d'une telle logistique (transport, conditionnement, négoce et coût humain) ne sont pas pris en compte pour la délivrance de ce label. Pourquoi ? Parce que l'Europe favorise le libre-échange, la concurrence (non-faussée !), l'économie spéculative ; ne faut-il pas tout au contraire en finir avec ce genre d'aberration ?

Ne serait-il pas plus sensé de multiplier les petites fermes à taille humaine et pour cela il faudrait des aides massives dans le domaine agricole, dans la formation et la recherche. Mais c'est aux populations concernées d'en exprimer les montants, qui ne se traduiront pas forcément par des aides en Euros, mais aussi par la mise à disposition gratuite des terres et des bâtiments (aujourd'hui objet de spéculation agro-touristique), la garantie d'un revenu d'existence et des prêts gratuits (pourquoi pas en monnaie locale ?) pour les candidats à l'installation. Pourquoi ne pas réquisitionner les terres incultes et abandonnées, attribuer un terrain agricole gratuit à toute personne s'engageant à le cultiver en respectant la terre ?

OUI, il faut améliorer l'approvisionnement des villes en produits alimentaires frais et sains.

NON, on ne voit pas en quoi utiliser un fond structurel Européen serait une amélioration.

o Mettre en place un plan de formation européen autour des nouvelles techniques agro-écologiques (compagnonnage, échanges européens, recherche, ferme école, etc.)

Une réponse d'Europe-Décroissance :

Il nous paraît évident que la solution sera citoyenne. La décroissance maîtrisée ne pourra avoir lieu et fonctionner qu'à l'unique condition que les citoyens soient volontaires. La formation est donc un point

essentiel pour que les citoyens apprennent à vivre autrement, à cultiver autrement (sans pesticide, en s'adaptant à l'environnement présent et pas le contraire).

OUI, pour un plan de formation européen autour des nouvelles techniques agro-gécologiques.

o Aider les paysans existants en Europe de l'Ouest, et surtout en Europe de l'Est, à maintenir leur activité.

Réponse Europe Décroissance :

Répetons-le, les productions doivent être locales. Le coût environnemental de la logistique est trop important. Nous sommes conscients que cela va demander beaucoup de temps et de formation, mais il va falloir admettre que continuer à manger des oranges en Normandie ,en toute saison ,n'est plus possible , comme de faire traverser l'Europe au produit laitier et de produire fruits et légumes bio au Maroc.

OUI, aider non seulement au maintien mais aussi au développement de l'agriculture paysanne ; ainsi qu'au maintien des marchés paysans, de l'artisanat, de la transformation à la ferme et au circuit court de distribution.

Pour cela il faut supprimer la PAC

o Dissuader l'agrandissement des grandes exploitations aux dépens des petites.

Une réponse d'Europe-Décroissance :

Les grandes exploitations existent à cause de la mécanisation à outrance, du traitement en pesticides démesuré, du commerce international et libéral. Puisque nous voulons la disparition progressive de ces 3 points, les grandes exploitations devraient disparaître d'elles-mêmes au profit d'installations de taille humaine. Nous voulons aussi favoriser les coopératives et les AMAP. Non seulement nous souhaitons l'augmentation des petites exploitations mais aussi la fin des grandes fermes industrielles.

D'autant que la critique de ces exploitations par leurs moyens démesurés de production doit s'accompagner de la critique de leurs « produits » ; ne faudrait-il pas aller jusqu'à oser demander la réquisition immédiate des terres produisant agro-carburants ou OGM ?

o Dissuader les politiques de spéculation foncière menées par des multinationales ou des Etats.

Une réponse d'Europe-Décroissance :

L'Europe malheureusement favorise cette spéculation. D'abord parce que la monnaie n'existe en priorité que pour sa fonction d'accumulation (monnaie de rente). Nous pensons qu'il faut, au contraire, développer les monnaies locales, comme les SEL par exemple, et même des monnaies annuelles, fondantes, pour mettre fin à toutes ces sortes de spéculation.

Ensuite, comment une société décente pourrait-elle accepter toute spéculation sur le foncier ? Europe Décroissance, en accord avec toute l'histoire de la paysannerie, défend le droit d'usage contre le droit de propriété ; commençons déjà par déconnecter le prix des terres agricoles des prix des terrains à bâtir.

Il faut localement mettre en place des associations foncières contrôlées par les populations locales, qui définiront un zonage d'utilisation du foncier, dans lequel la protection des terres cultivables sera la priorité. L'accès à ces terres sera ensuite attribué par la communauté concernée en fonction de ses usages.

Axe 2 : La nourriture, au cœur des politiques

o Freiner les logiques d'étalement urbain et redéfinir les politiques d'urbanisme en fonction d'impératifs alimentaires et de lutte contre les émissions de CO2.

Une réponse d'Europe-Décroissance :

Premièrement, nous rappelons que le CO2 n'est pas la seule source de pollution. Même si cette dernière bénéficie de beaucoup de « publicité », il ne faudrait pas oublier toutes les autres formes de pollution : sonore (industrie, automobile, moto, etc.), visuelle (publicité, lumière la nuit, poteaux électriques, etc.), nos ordures, les produits chimiques, et cette liste n'est malheureusement pas exhaustive. N'oublions pas non plus qu'un rapport de la FAO du 11/2006 estime que l'élevage est responsable de 18 pour cent des émissions des gaz à effet de serre, soit plus que les transports. Notre régime alimentaire très carné est donc à revoir.

Deuxièmement : il est important de préciser que la décroissance sera urbaine d'abord et que l'éparpillement de construction en zone rurale est source de destruction des terres cultivables (le mitage) .

Les politiques d'urbanisme doivent être repensées pour que la voiture ne soit plus nécessaire pour vivre en Europe, pour diminuer au maximum nos besoins énergétiques et pour favoriser les liens humains en développant des espaces d'échanges, d'expression et l'accès à la culture. Il faut un retour des services publics sur tout le territoire et des transports collectifs de proximité.

Pour cela nous devons agir sur les infrastructures, les bassins d'emplois, les zones d'habitation, en rapprochant les lieux de production, d'achat et d'usage, en développant des petits commerces de proximité en supprimant les grandes surfaces, en augmentant la part de la population active dans une agriculture paysanne de proximité respectueuse de la santé et de l'environnement. Nous devons privilégier les investissements sur les transports en communs locaux et régionaux et encourager les modes de transport doux comme la marche à pied (exemple le pédibus) et le vélo, donc redéfinir la dimension des villes, tout en conservant un habitat vertical mais de dimension permettant l'autonomie énergétique et d'approvisionnement (le mouvement *Town in transition* travaille sur l'hypothèse de villes ne dépassant pas 10.000 habitants).

Autour et dans ce type de villes seront encouragés et mis en place des jardins et vergers collectifs, les approvisionnements agroalimentaires provenant essentiellement de leur périphérie, par la réinstallation de

producteurs et transformateurs en circuit court ,sur le modèle des AMAP.

Une Forêt Paysanne en périphérie pourra également satisfaire une partie des besoins en énergie et en totalité ceux du bois d'œuvre.

o Définir une politique de l'eau (distribution, assainissement et prix) garantie par un vrai contrôle public.

Une réponse d'Europe-Décroissance :

Oui, l'eau doit être gérée par un établissement publics local , sous contrôle des usagers. L'eau ne doit pas être privatisée. Nous rappelons que la gestion de l'eau se fait en France majoritairement via des entreprises privées telles que VEOLIA ou LA LYONNAISE DES EAUX. Même les Etats-Unis n'ont pas osé franchir ce pas : chez eux, l'eau est encore gérée par l'État. Il est temps de se ré approprier la gestion de notre eau. Nous pensons qu'il est anormal de payer au même prix l'eau qui sert à se laver et l'eau qui sert à remplir une piscine. Les citoyens d'une commune pourraient décider de mettre en place la gratuité ou quasi-gratuité du « bon usage» et le renchérissement du « mésusage » (pourquoi payer au même prix l'eau que l'on boit et celle qui remplit les piscines privées ? Pourquoi faudrait-il continuer à confondre la propriété d'usage avec la propriété abusive ?

o Soutenir le développement de filières agro-alimentaires régionales.

Une réponse d'Europe-Décroissance :

Si l'on entend par agro-alimentaire, les industries de l'alimentation, nous ne souhaitons pas leur développement. Nous préférons réduire le temps de travail pour permettre à chacun de préparer ses repas à base de produits frais et locaux. Si l'on entend par filières agro-alimentaires régionales, les artisans, nous sommes bien sûr pour, dans l'optique du 0 km.

Il s'agit de remettre l'agriculture paysanne au cœur d'une véritable politique de développement rural : par la défense d'une agriculture multifonctionnelle, la reconnaissance des équilibres écologiques, la relocalisation des productions, sans oublier la reconnaissance de la place des femmes.

o Encourager la plantation d'arbres fruitiers en milieu rural et urbain. Intégrer à la construction de logements sociaux des parcelles de terres cultivables pour les habitants.

Une réponse d'Europe-Décroissance :

Il existe déjà dans les villes des jardins ouvriers, leur succès est tel qu'il existe une liste d'attente pour y avoir accès. Il faut donc multiplier ces jardins qui sont aussi une source de liens et d'échanges humains formidables. Les arbres fruitiers, les haies, les jardins sont à replanter pour permettre de nouveau la recolonisation de toutes les espèces animales en train de disparaître faute d'environnement adapté. On peut aussi envisager une surface de terrain minimum par rapport à la construction. Par exemple : 20 fois la

surface habitable. Toutes ces propositions devront être débattues avec l'ensemble des intéressés.

o Modifier le code des marchés publics permettant la relocalisation des approvisionnements de la restauration collective.

Une réponse d'Europe-Décroissance :

Il est pour nous essentiel que les restaurations collectives ne proposent que des repas équilibrés composés des produits régionaux et biologiques. Ces restaurations seront aussi un moyen de formation pour réapprendre à manger, elles permettront de redécouvrir des repas équilibrés et sans viande par exemple. Il y aurait là moyen extrêmement doux de favoriser une véritable pédagogie du mieux-manger.

Mais le problème n'est pas seulement celui des marchés publics mais aussi celui des réglementations sanitaires européennes (élaborées par l'agro-industrie) qui interdisent tout approvisionnement non standardisée.

o Encadrer les prix par des marges imposées dans le secteur de la grande distribution, afficher les prix de cession, fixer des conditions générales de vente, les mêmes pour tous les acheteurs. Soutenir le commerce de détail indépendant de centre ville.

Une réponse d'Europe-Décroissance :

Nous souhaitons à court terme la disparition de la grande distribution, ce qui impliquera forcément le développement du commerce de détail en centre ville mais aussi dans les villages et les petits bourgs. Là encore notre critique des modes de distribution se renforce d'une critique dirigée non seulement contre les produits de consommation mais aussi contre le rôle idéologique de ces temples de l'hyper-consommation (il suffit de lire politiquement chacune de leur campagne de publicité).

o Aider les paysans à sortir de l'endettement financier qui freine la reconversion vers l'agriculture paysanne et biologique.

Une réponse d'Europe-Décroissance :

Il est complètement délirant qu'aujourd'hui un agriculteur qui veut produire plus sain touche moins d'aide qu'un agriculteur qui favorise l'agriculture intensive. Il nous est évident que tout doit être mis en œuvre pour favoriser l'agriculture paysanne et biologique.

C'est par des prêts gratuits en monnaie locale, non convertible en Euros que l'on pourra sortir du système productiviste basée sur un système financier s'enrichissant par le revenu de la dette.

D'autre part l'endettement étant dû d'une part, au coût du foncier que nous voulons annuler et d'autre part, à un excès de mécanisation que nous voulons réduire, il nous semble que la meilleure formule pour réduire l'endettement est de réduire la taille et l'industrialisation des exploitations.

o Sortir l'agriculture de l'OMC et mettre en place, sous l'égide de l'ONU, un Conseil de Sécurité Alimentaire.

Une réponse d'Europe-Décroissance :

Plus les solutions se trouvent proches du problème, plus elles ont de chance d'être justes et comprises. Nous ne sommes pas convaincus qu'une organisation mondiale soit nécessaire pour aller vers une solution durable. Chaque continent, chaque pays, chaque région, chaque culture, chaque communauté humaine a ses particularités. Autonomie, souveraineté, solidarité, coopération et partage doivent être la base des échanges humains.

Pour nous, l'OMC doit être supprimée. Quant à l'ONU, ses missions sont les suivantes :

- maintenir la paix et la sécurité dans le monde
- développer les relations amicales entre les nations et les peuples
- réaliser la coopération internationale sur tous les sujets où elle peut être utile et en encourageant le respect des droits de l'homme
- être un centre où s'harmonisent les efforts des nations dans des objectifs communs

Nous sommes bien sûr POUR, si les objectifs communs des membres de l'ONU sont : une décroissance maîtrisée, une répartition juste des richesses et la fin de la faim dans le monde. Mais dans ce cas, quelle serait l'utilité d'un conseil de sécurité alimentaire ? Nous savons tous que l'ONU manque cruellement d'argent pour accomplir ces multiples tâches, pourquoi en rajouter une ? Ne voudrait-il pas mieux renforcer ces moyens ?

Bref plutôt que de « sécurité alimentaire », nous préférons parler de « souveraineté alimentaire » ; pour affirmer sans détour le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, avec des conditions sociales justes et des conditions environnementales responsables.

A condition de ne pas réduire cette « souveraineté alimentaire » aux problèmes de la production agricole et de l'élevage car la question alimentaire touche bien d'autres domaines comme la gestion des forêts, des ressources halieutiques, de l'eau...

Axe 3 : Des réglementations et des normes adaptées

o Interdire l'usage d'OGM, de pesticides et d'engrais issus de la chimie de synthèse.

Une réponse d'Europe-Décroissance :

Nous sommes contre toutes altérations génétiques. En jouant avec les génomes, nous faisons un pacte avec le diable. Nous en avons déjà des résultats néfastes visibles avec la mutation des mauvaises herbes qui résistent maintenant au malheureusement célèbre désherbant Monsanto. Et ne parlons même pas de cette idée folle de breveter le vivant...

Pour le développement d'une agriculture sans chimie de synthèse, nous trouvons révoltant que la LOA (loi d'orientation agricole) de janvier 2006 interdise quasiment tous les produits naturels dans nos champs, nos jardins mais aussi nos villes, du fait des coûts exorbitants des homologations (par exemple : le purin d'ortie).

Il faut évidemment privilégier les produits naturels pour une agriculture toujours plus saine.

Mais il ne s'agit pas de se contenter d'évaluer la valeur scientifique (et la dangerosité) de ces chimères, il s'agit d'évaluer leur utilité sociale : la première passant par la possibilité pour les paysans et les jardiniers de reproduire leurs semences.

Dans l'état actuel , les politiques publiques ne doivent autoriser ni leur diffusion ni leur consommation (humaine ou animale).

o Développer et protéger la conservation, la création et l'usage des Semences Paysannes et des Préparations Naturelles Peu Préoccupantes.

Une réponse d'Europe-Décroissance :

La reconversion vers l'agro-écologie doit être la priorité des politiques agricoles avec la relocalisation. Cela suppose de réorienter la recherche, de remettre en cause la formation, mais aussi l'aménagement du territoire et l'illusion technologique qui a conduit à ces impasses catastrophiques. Développer la conservation, la création et l'usage des Semences paysannes et des Préparations Naturelles Peu Préoccupante, fait partie de cette reconversion.

o Protéger les consommateurs et les producteurs en mettant en place un Institut européen public et indépendant en charge du contrôle alimentaire.

Une réponse d'Europe-Décroissance :

Les citoyens en ont marre qu'on leur montre le chemin à suivre. Pourquoi un seul institut, composé de quelques individus, exercerait la démocratie pour tous les Européens ? Si l'on produit, si l'on transforme, si l'on consomme localement, il n'y a pas besoin de ce genre de contrôle puisque chaque citoyen peut l'exercer lui-même en allant voir sur place. Les AMAP n'amorcent-elles pas déjà cette solution ?

o Reconnaître les Systèmes Participatifs de Garantie au niveau national et européen, en ce qui concerne les modes de production mais aussi la distribution dans des filières transparentes, équitables et à moindre coût environnemental.

Une réponse d'Europe-Décroissance :

L'objectif des SPG est le suivant : la relocalisation de l'économie pour restaurer les emplois locaux et limiter le gaspillage lié aux transports distants.

Cette approche rentre tout à fait dans une logique de décroissance. Il faut développer les systèmes participatifs de garantie.

o Adapter les normes sanitaires et environnementales, pour éviter les logiques de concentration et permettre le développement des circuits courts de distribution.

Une réponse d'Europe-Décroissance :

Nous sommes favorables à toutes les solutions qui tendent vers le 0 km et les procédés de conservation naturelle qui maintiennent nos aliments vivants et nutritifs en harmonie avec l'écosystème humain

Pas de stérilisation excessive des aliments , interdiction de l'irradiation .

Ces normes industrielles sont adaptées au modèle industrielle de distribution que nous voulons abolir...

o Mettre un terme aux monocultures exportatrices qui se développent au détriment des cultures vivrières, en abandonnant les subventions à l'exportation et en créant un mécanisme de protectionnisme élargi à des critères sociaux et environnementaux (ressources servant à financer des programmes de co-développement).

Une réponse d'Europe-Décroissance :

La Politique Agricole Européenne actuelle doit être abandonné au profit d'une politique pour une agriculture paysanne, de proximité, agrobiologiste, satisfaisant aux besoins essentiels des populations dans le domaine de l'alimentation, mais aussi artisanale (laine, chanvre, bois...) et énergétique (bois)

o Mettre un terme aux politiques de soutien aux agro-carburants et interdire leur importation.

Une réponse d'Europe-Décroissance :

De toute évidence les agro-carburants sont une impasse, mais aussi un risque d'accentuation de la pollution et de l'appauvrissement des terres, ils sont aussi responsables de crises alimentaires majeures.

Réquisition des terres cultivées pour de agro carburants , seules la valorisation énergétique des déchets agricoles , agro alimentaire et forestier doit être encouragée